



## **PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2007**

**Conférence de M<sup>me</sup> Diane Bellemare,  
première vice-présidente et économiste en chef du CPQ,  
dans le cadre de la table ronde organisée  
par la Jeune chambre de commerce de Montréal**

**Le mercredi 31 janvier 2007  
Hôtel Ritz Carlton  
Montréal**

Les perspectives pour 2007

L'avenir des entreprises manufacturières au Québec : quel avenir?

La productivité et le débat des lucides. Sommes-nous moins productifs?  
Pourquoi les entreprises sont-elles moins productives?

L'innovation : où en sommes-nous?

La concurrence des pays en émergence

## 1- BOULE DE CRISTAL : QUE PENSER DES PERSPECTIVES POUR 2007?

- Soutenue par une économie mondiale forte propulsée par les économies émergentes comme la Chine, **le Canada** se tirera bien d'affaire malgré le faible ralentissement américain. On peut s'attendre au Canada à une petite baisse des taux d'intérêt qui fera en sorte que la croissance canadienne devrait ressembler à celle de 2006. (PIB 2006= 2,8 %; PIB 2007=2,2 %)
- Au **Québec**, l'économie devrait paraître rouler aussi bien que l'an dernier (2006= 1,8 %; 2007=1,8 %). Toutefois, l'emploi manufacturier qui se contracte depuis 2003 (exception en 2004) devrait faire de même en 2007, car le dollar canadien demeurera relativement fort et les caractéristiques fondamentales de l'économie québécoise n'ont pas changé.
- En somme, en 2007, si en apparence l'économie ne va pas si mal, ce sera principalement à cause des investissements publics massifs qui soutiendront la demande des consommateurs.

## 2- L'AVENIR DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES AU QUÉBEC : QUEL AVENIR?

- C'est affolant de voir disparaître les entreprises manufacturières, surtout une fermeture d'usine dans une région presque industrielle qui se traduit par de nombreux drames humains.
- Pour y voir clair, **il faut séparer la question des drames humains de la réalité économique** sous-jacente à ces fermetures d'usines manufacturières. Sinon, à mon avis, nous ne pourrions jamais apporter une réponse convenable et durable aux problèmes humains que ces fermetures engendrent.
- Si nous examinons **la tendance à long terme** dans tous les pays industrialisés, nous observons que les industries de la fabrication perdent de leur importance, autant dans la création d'emplois que dans la création de la valeur ajoutée, au profit du secteur des services. C'est ce qui s'appelle le phénomène de **la tertiarisation** de l'économie.
- Par exemple : le pourcentage de l'emploi total :

	INDUSTRIE (MANUFACTURIÈRES + CONSTRUCTION + UTILITÉS PUBLIQUES, ETC.)		SERVICES	
	1994	2004	1994	2004
Allemagne	37,7	31,0	59,0	66,6
France	26,6	23,0	68,6	72,6
Italie	34,3	31,0	58,6	64,5
Japon	34,0	28,4	60,2	67,1
États-Unis	24,0	20,0	73,1	78,4
Royaume-Uni	27,6	22,3	70,3	76,4
Suède	25,1	22,6	71,4	75,2
<b>Canada<sup>1</sup></b>	<b>21,7</b>	<b>22,3</b>	<b>74,0</b>	<b>75,0</b>

Source : OCDE en chiffres 2005.

- Selon les statistiques des pays membres de l'OCDE, la tertiarisation de l'économie se poursuit au détriment du secteur agricole et de la pêche. Par contre, au Canada l'industrie augmente un peu à cause des mines, de la construction et du pétrole.
- Ce qui fait mal au Québec, comme à l'Ontario, c'est que la tertiarisation de l'économie s'accompagne **d'une contraction en valeur absolue** des emplois dans le secteur manufacturier.
- Nous pouvons, à juste titre, nous poser la question suivante : **y a-t-il un seuil critique?**
- À mon avis, il n'y a pas de seuil optimal. Prenons, par exemple, le secteur agricole. Au début du siècle dernier, la majorité des Québécois et des Canadiens travaillaient dans le secteur primaire et, en particulier, dans l'agriculture. Aujourd'hui, la proportion de personnes employées dans ce secteur ne cesse de diminuer ici comme ailleurs.

<sup>1</sup> C'est l'exception pour le Canada. La raison, c'est notamment l'industrie pétrolière de l'Ouest et la construction.

**POURCENTAGE DE PERSONNES OCCUPÉES  
EN AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE**

	<b>1994</b>	<b>2004</b>
Allemagne	3,3	2,4
États-Unis	2,9	1,6
France	4,8	3,5
Turquie	44,1	34,0
Royaume-Uni	2,1	1,3
<b>Canada</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>

- **Il faut cesser de penser que la production de produits est supérieure à la production de services.**
- Par contre :
  - **Il faut penser en termes de valeur ajoutée**, c'est-à-dire comment favoriser la croissance d'entreprises qui créent de la valeur et qui sont performantes. Est-il préférable de fabriquer des biens ou de les concevoir et de les distribuer? Quelle est l'étape dans la production d'un bien qui crée le plus de valeur? Ce n'est pas toujours la fabrication du bien qui génère les emplois les mieux payés.
  - Ces entreprises à valeur ajoutée seront peut-être des entreprises manufacturières ou des entreprises de recherche et de distribution.
- **Il faut penser également aux personnes déplacées et les aider à retrouver des emplois de qualité.**

### 3- LA PRODUCTIVITÉ ET LE DÉBAT DES LUCIDES. SOMMES-NOUS MOINS PRODUCTIFS? POURQUOI LES ENTREPRISES SONT-ELLES MOINS PRODUCTIVES?

- C'est vrai que la **productivité du travail (mesurée par le PIB par heure travaillée) est plus faible au Québec qu'en Ontario** et plus faible que la moyenne canadienne :
  - la moyenne canadienne en 2005, en dollars de 1997, est 40,50 \$;
  - au Québec en 2005, elle est de 38,48 \$;
  - et en Ontario, 42,12 \$.

#### AUGMENTATION DU PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE MOYENNE 1997-2005

<b>Canada</b>	<b>1,6 %</b>
Terre-Neuve/Labrador	3,2 %
Saskatchewan	2,1 %
Nouveau-Brunswick	1,7 %
Ontario	1,6 %
<b>Québec</b>	<b>1,3%</b>

Source : Statistique Canada, publication n° 15-206 XIF.

- La croissance de la productivité est telle depuis 1997 que **l'écart entre la productivité du Québec et celle du Canada se creuse**. La productivité du Québec se situe à 95 % de celle du Canada.
- Par ailleurs, **le comportement de la productivité du Canada n'est guère mieux**.
- Le niveau de la **productivité par heure se situe au 16<sup>e</sup> rang** des pays de l'OCDE, loin derrière la Norvège, le Luxembourg, la Belgique, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, les États-Unis, l'Allemagne, pour ne nommer que ces derniers.
- **Pourquoi sommes-nous moins productifs?** Plusieurs raisons expliquent pourquoi la production par heure est plus faible ici qu'ailleurs :
  - Premièrement, parce que **l'investissement en machinerie et équipement** n'est pas aussi dynamique au Canada qu'aux États-Unis, et encore moins au Québec, où il stagne. Nos équipements sont vieillots et désuets. Notamment, nous n'aurions pas investi assez rapidement dans les nouvelles technologies de l'information.
  - Deuxièmement, **l'investissement dans le développement des compétences** fait aussi défaut comparativement aux autres pays. Nous avons une main-d'œuvre instruite, mais elle fait défaut sur le plan des compétences et des qualifications spécialisées.
  - Troisièmement, nous avons proportionnellement plus d'entreprises dans des **secteurs à faible valeur ajoutée** qu'en Ontario et ailleurs.

- **Pourquoi est-il si important d'accroître notre productivité?**
  - Principalement en raison **du vieillissement de la population.**
  - La population et la main-d'œuvre du Québec vieillissent plus rapidement qu'en Ontario et que la moyenne canadienne. La population en âge de travailler diminuera bientôt au profit des personnes de plus de 65 ans, et la population totale augmente peu. Pour maintenir notre niveau de vie, ceux qui travaillent devront travailler alors plus d'heures ou, encore, chaque heure travaillée devra générer plus de valeur ajoutée.
  - La population des 65 ans et plus représentait 5 % de la population totale pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Elle représente 14 % en 2006; elle représentera 16 % en 2011, 18,5 % en 2016, 24,4 % en 2026 et 30 % en 2051. Le ratio de dépendance ira en augmentant.
  - Cela signifie que le total des heures travaillées diminuera. Si nous voulons maintenir notre niveau de vie, il faudra augmenter alors la productivité par heure ou, encore, chaque personne en âge de travailler devra travailler plus.
  - C'est comme dans une famille, si un des conjoints ne travaille plus, celui qui travaille devra gagner plus par heure travaillée pour maintenir le niveau de vie de la famille. Sinon, il devra travailler plus d'heures.

#### 4- L'INNOVATION : OÙ EN SOMMES-NOUS?

- **En matière d'innovation, nous nous en référons souvent à la RD.** Bonne nouvelle : pour ce qui est des dépenses en RD en pourcentage du PIB, **le Québec fait mieux que les autres provinces. Même en comparaison des autres pays, le Québec fait assez bien.**

RD EN % PIB 2004

	RD entreprises	RD total
Québec	1,63	2,72
Canada	1,12	2,02
Allemagne	1,75	2,49
États-Unis	1,88	2,68
Suède	2,93	3,95
OCDE	1,53	2,26

Source : Annexe politique gouvernementale, p.72.

- Par contre, **il ne suffit pas seulement de faire des dépenses en RD pour stimuler notre productivité et notre économie.** D'ailleurs, même si la performance du Québec en RD est assez bonne, l'écart de productivité entre le Québec et le reste du Canada continue d'augmenter.
- En fait, au chapitre de l'innovation, nous pouvons distinguer **trois catégories d'innovation** :
  - les innovations en matière de produits;
  - les innovations en matière de processus de production;
  - les innovations en matière d'organisation du travail.
- **Les dépenses en RD font référence davantage aux inventions de produits. Cependant, innover, c'est opérationnaliser l'invention.**
- Malheureusement, nous éprouvons de la difficulté à innover ou à commercialiser nos découvertes :
  - Soit parce que la RD se fait dans des grandes entreprises qui iront manufacturer le nouveau produit ailleurs parce que les coûts de production sont moins élevés. Et pourquoi pas?
  - Soit parce que nous manquons d'entrepreneurs qui sont en bout de piste les véritables innovateurs.
  - Donc, le bilan est peu reluisant au chapitre de l'innovation de produits.
- **L'innovation dans les processus de production est liée à l'investissement en machinerie et équipement.** Or, sur ce plan, notre performance est peu reluisante par rapport au Canada et par rapport au reste du monde :
  - L'investissement en machinerie et équipement est encore en baisse dans le secteur manufacturier.

- Il a augmenté légèrement dans l'ensemble de l'économie (2,2 % en 2006 pour la machinerie et équipement).
- **Quant à l'innovation dans l'organisation du travail**, nous avons encore beaucoup de travail à faire. Certaines **lois, notamment celles touchant les métiers réglementés, empêchent certains ajustements. Par ailleurs, il est souvent difficile de négocier plus de souplesse dans les conventions collectives.**
- À mon avis, pour sortir le Québec de sa léthargie, il faut nous donner des objectifs de résultats quantifiables non seulement au chapitre des dépenses en RD, mais aussi à celui des investissements privés.

## 5- LA CONCURRENCE DES PAYS ÉMERGENTS

Sur ce point, je formule les points suivants :

- La concurrence des pays émergents est une menace réelle, et elle est inévitable.
- De la considérer seulement comme une menace ne nous avance à rien.
- Il faut aussi la voir comme un potentiel d'affaires à saisir :
  - Les pays émergents de l'Asie constituent également un marché important.
  - Ils peuvent nous offrir des biens de consommation et d'approvisionnement à des prix qui augmentent la valeur réelle des salaires, pour ce qui est des biens de consommation, et qui augmentent la rentabilité des entreprises quand il s'agit d'approvisionnement.
- Par ailleurs, il faut voir dans la concurrence des pays en émergence non seulement **une augmentation de la richesse mondiale, mais aussi une redistribution de la richesse à l'échelle mondiale**, qui changera la position relative des différents pays. À cet effet, si le Québec veut conserver son niveau de vie, voire l'améliorer, le *statu quo* n'est pas possible. Notre structure économique doit s'adapter à ce nouvel environnement.
- À mon avis, il faut intensifier nos efforts en matière d'investissements privés, de création de nouvelles entreprises et d'entrepreneuriat. Il faut nous attaquer aux obstacles qui font qu'au Québec notre performance est lamentable sur ces trois plans.
  - Si nous n'agissons pas rapidement, la santé de l'économie québécoise sera réellement menacée.
  - Déjà, même si elle est faible, la part des investissements directs étrangers mondiaux qui vont vers la Chine augmente alors que celle du Canada est en diminution.
  - Les agences qui formulent des opinions sur les endroits où investir accordent toujours des notes de plus en plus basses au Canada.
- Que faire?
  - Une fiscalité des entreprises très alléchante pour attirer l'investissement en machinerie et équipement (taxe sur le capital, amortissement accéléré).
  - Un investissement majeur dans le développement des compétences : ce qui, dans mon esprit, n'est pas synonyme de gratuité scolaire.
  - Un effort au chapitre de l'innovation en matière d'organisation du travail pour introduire plus de flexibilité.